

**Zeitschrift:** Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne  
**Herausgeber:** Chancellerie d'État du canton de Berne  
**Band:** - (1947)

**Rubrik:** Juin 1947

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 03.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

3 juin  
1947

**Ordonnance  
concernant l'organisation de l'administration militaire  
(Modification)**

---

*Le Conseil-exécutif du canton de Berne*

Sur la proposition des Directions des finances et des affaires militaires,

*arrête:*

**1<sup>o</sup>** Les émoluments suivants, à percevoir dans l'administration militaire cantonale, reviennent à la caisse de l'Etat:

- a)* l'émolument de 5 % prévu aux art. 14, n<sup>o</sup> 1, et 18, n<sup>o</sup> 3, de l'ordonnance du 23 octobre 1928, à percevoir sur les taxes militaires et amendes encaissées pour le compte d'autres cantons par les commandants d'arrondissements ou les chefs de section permanents;
- b)* les première et seconde finances de sommation prévues à l'art. 18, n<sup>o</sup> 2, de l'ordonnance précitée, à percevoir par les chefs de section permanents.

**2<sup>o</sup>** Le présent arrêté a effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1947.

Berne, 3 juin 1947.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,  
*Feldmann*

Le chancelier,  
*Schneider*

6 juin  
1947

**Ordonnance  
concernant la confection et la révision  
des plans d'aménagement des forêts publiques  
(Modification)**

---

*Le Conseil-exécutif du canton de Berne*

Sur la proposition de la Direction des forêts,

*arrête:*

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 10, paragr. 2, de l'ordonnance du 2 décembre 1905 sur la confection et la révision des plans d'aménagement des forêts publiques est modifié, avec effet dès le 1<sup>er</sup> juillet 1947 et abrogation de l'ordonnance du 21 décembre 1945 sur la matière, dans le sens suivant:

« Les contributions des communes et corporations se calculent selon le tarif ci-après, applicable par m<sup>3</sup> de la possibilité annuelle: pour les nouveaux plans d'aménagement de forêts non aménagées jusqu'ici . . . . . fr. 4.— pour les revisions . . . . . fr. 2.50

La confection de plans forestiers et plans d'ensemble se compte à part. »

**Art. 2.** Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

Berne, 6 juin 1947.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,  
*W. Siegenthaler*

Le chancelier,  
*Schneider*

**Ordonnance  
concernant l'engagement et la rétribution  
des assistants de l'Université**

---

13 juin  
1947

*Le Conseil-exécutif du canton de Berne*

Vu l'art. 10 du décret sur les traitements des professeurs de l'Université, du 26 novembre 1946;

Sur la proposition de la Direction de l'instruction publique,

*arrête :*

**I. Dispositions générales**

**Art. 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance s'applique à tous les assistants de l'Université, exception faite des médecins-assistants.

Champ d'application.

**Art. 2.** Les instituts et cliniques sont pourvus du nombre nécessaire d'assistants, lequel est fixé par le Conseil-exécutif, après audition des directeurs d'instituts, de séminaires ou de cliniques.

Nombre d'assistants.

**Art. 3.** Sont réputés « assistants » au sens de l'art. 2, des universitaires qui exercent à titre de collaborateurs une activité nécessaire dans un institut, un séminaire ou une clinique de la Faculté de médecine vétérinaire.

Assistants et volontaires.

Ne sont pas assistants, en revanche, les volontaires qui effectuent comme surnuméraires, pour leur perfectionnement, un travail non nécessaire par les besoins de l'exploitation. Ils n'ont pas droit à un traitement.

**Art. 4.** Peuvent seuls être nommés premiers assistants, conservateurs, prosecteurs et médecins-adjoints, des candidats à études universitaires complètes et formation spécifique; et en qualité d'assistants au sens restreint, en règle générale seulement des candidats ayant fait des études universitaires complètes. La nomination est de la compétence du Conseil-exécutif, qui entendra le directeur d'institut, de séminaire ou de clinique compétent.

Nomination.

13 juin  
1947

Les assistants auxiliaires, qui font encore leurs études mais sont près de les terminer, sont nommés par les directeurs des instituts, cliniques ou séminaires.

Durée  
des fonctions.

**Art. 5.** Les premiers assistants, conservateurs, prosecteurs, de même que les médecins-adjoints, sont nommés pour 3 ans, les autres assistants pour 1 an.

Les réélections ont lieu pour l'ouverture d'un semestre d'hiver.

Durée de  
l'engagement.

Sauf exceptions justifiées, l'engagement d'un assistant ne peut pas dépasser 7 ans. Cette restriction n'est cependant pas applicable aux assistants qui sont aussi professeurs extraordinaires, privat-docents ou lecteurs.

Tâches.

**Art. 6.** Les assistants ont les tâches suivantes: enseignement et recherches scientifiques, toutes autres activités rentrant dans la sphère de l'établissement auquel ils sont attachés. Ils peuvent aussi être appelés à coopérer à l'administration; néanmoins, on leur accordera un temps convenable pour leurs propres travaux scientifiques, effectués soit à titre indépendant, soit sous la direction du professeur dont ils relèvent.

Vacances.

**Art. 7.** Les premiers assistants, conservateurs, prosecteurs, médecins-adjoints et assistants ont droit annuellement à 4 semaines de vacances payées, les assistants auxiliaires à 3 semaines.

Un service militaire obligatoire n'est pas déduit lorsque l'intéressé occupe son poste depuis au moins une demi-année et que le service militaire n'excède pas la durée d'une école de recrues.

## II. Rétribution

Structure  
de la  
rétribution.

**Art. 8.** Les traitements des premiers assistants, conservateurs, prosecteurs, médecins-adjoints et assistants comprennent :

- a) la rétribution fondamentale,
- b) l'allocation de résidence,
- c) l'allocation de famille,
- d) l'allocation pour enfants.

Ils sont payés chaque mois.

Le droit au traitement naît le jour de l'entrée en fonctions et cesse le jour de la sortie du service de l'Etat. Demeurent réservées, les dispositions relatives à la jouissance du traitement après décès.

13 juin  
1947  
Droit au  
traitement.

**Art. 9. La rétribution fondamentale<sup>1</sup> est la suivante :**

Rétribution  
fondamentale.

|  |              |
|--|--------------|
| A. Premiers assistants, conservateurs, prosecuteurs, médecins-adjoints :   |              |
| 1° s'ils sont en même temps professeurs extra-ordinaires, au total . . . . .   | 9 000—12 240 |
| 2° s'ils sont en même temps privat-docents salariés, au total . . . . .  | 7 920—10 920 |
| 3° s'ils sont en même temps lecteurs, au total   | 7 440—10 320 |
| B. Premiers assistants, conservateurs et prosecuteurs, médecins-adjoints, qui ne sont pas également professeurs ou lecteurs salariés . . . . . | 6 960— 9 720 |
| C. Custodes . . . . .  | 1 200        |
| D. Assistants . . . . .  | 6 000— 8 160 |
| E. Assistants auxiliaires I . . . . .  | 2 880        |
| »       »       II . . . . .   | 2 160        |
| »       »       III . . . . .  | 1 440        |
| »       »       IV . . . . .   | 720          |

Aux assistants qui disposent gratuitement d'une chambre avec chauffage, il est fait une déduction de fr. 420.— par an.

Les traitements des assistants des catégories A—D non engagés à poste plein, sont fixés dans chaque cas par le Conseil-exécutif. Fait règle, alors, le degré d'occupation.

Postes  
accessoires.

**Art. 10. Les premiers assistants, conservateurs, prosecuteurs et médecins-adjoints arrivent au maximum du traitement par la voie de 10 allocations annuelles égales pour années de service, et les autres assistants par la voie de 5 allocations, en tant d'ailleurs que leur rétribution comporte un minimum et un maximum.**

Allocations  
d'ancienneté.

<sup>1</sup> Majorée pour l'année 1947 d'une allocation de cherté de 16 %. Prestations en nature à déduire (Décret du 26.XI.46).

13 juin  
1947

Comptent seules, en règle générale, les années de service accomplies comme assistant à une université après achèvement des études académiques.

Echéance.

Les allocations d'ancienneté sont versées dès le commencement d'une année. En cas d'entrée en fonctions avant le 1<sup>er</sup> juillet, elles sont acquises dès le début de l'année qui suit, et autrement seulement dès le commencement de la seconde année de service.

Allocations de  
résidence,  
familiales et  
pour enfants.

**Art. 11.** Quant aux allocations de résidence, de famille et pour enfants, font règle par analogie les art. 8 à 10 du décret du 26 novembre 1946.

Assistants  
auxiliaires.

Pour les assistants auxiliaires, toutefois, les allocations de résidence sont déjà comprises dans les traitements fixés ci-dessus.

Dispositions  
générales  
du décret du  
26.XI.1946.

**Art. 12.** Les dispositions générales du décret du 26 novembre 1946 concernant les traitements du personnel de l'Etat, sont applicables par analogie aux premiers assistants, conservateurs, procureurs, médecins-adjoints et assistants :

Art. 11 (Changement de domicile, etc.);

Art. 12 (Promotion);

Art. 13 (Prise en considération de services particuliers);

Art. 14 (Gratification d'ancienneté);

Art. 17 (Traitement en cas de maladie, etc.);

Art. 18 (Traitement après décès);

Art. 21 (Situation acquise);

Art. 22 (Caisse de prévoyance).

Est de même applicable, par analogie, le décret du 26 novembre 1946 portant versement d'allocations de cherté au personnel de l'Etat pour 1947.

### III. Assurance

Caisse de  
prévoyance et  
caisse  
d'épargne.

**Art. 13.** Les premiers assistants, conservateurs, procureurs, ainsi que les adjoints de la Faculté de médecine vétérinaire, sont tenus de s'affilier à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Les autres assistants, exception faite des auxiliaires,

doivent entrer dans la Caisse d'épargne du personnel auxiliaire dès leur deuxième année de service.

13 juin  
1947

**Art. 14.** Les premiers assistants, conservateurs, prosecteurs, médecins-adjoints, assistants et assistants auxiliaires sont assurés contre les accidents professionnels (infections comprises) par les soins de l'Intendance de l'Université. Les prestations d'assurance comportent, suivant les conditions de la compagnie, par personne:

- fr. 40 000.— d'indemnité en cas de décès;
- » 60 000.— d'indemnité en cas d'invalidité totale;
- » 1 000.— de frais de traitement par cas.

Les primes sont à la charge de l'Etat et des assurés par moitiés.

L'affiliation à une caisse d'assurance maladie et accidents obligatoire du personnel de l'Etat est réservée.

#### IV. Dispositions transitoires et finales

**Art. 15.** Le classement des assistants actuellement en fonctions, dans les nouvelles catégories de traitements, sera arrêté par le Conseil-exécutif sur proposition des Facultés intéressées. Les traitements au 1<sup>er</sup> janvier 1947 seront fixés en ayant égard à l'art. 10, paragr. 2.

Classement  
des assistants  
actuels.

**Art. 16.** La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires, en particulier celles de l'ordonnance du 11 mars 1930 et de l'arrêté du 5 avril 1946 concernant les traitements des assistants de l'Université.

Abrogations.

**Art. 17.** Elle a effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1947.

Entrée en  
vigueur.

Berne, 13 juin 1947.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,  
*Feldmann*

Le chancelier,  
*Schneider*

16 juin  
1947

**Ordonnance  
sur les vacances et jours de congé du personnel de l'Etat  
(Modification)**

---

*Le Conseil-exécutif du canton de Berne*

Sur la proposition de la Direction des finances,

*arrête:*

Les art. 13 et 15 de l'ordonnance du 28 mai 1937 sur les vacances et jours de congé du personnel de l'Etat sont modifiés ainsi qu'il suit:

« Art. 13. Les fonctionnaires et les employés de bureau de l'administration centrale et de l'administration de district ont droit annuellement aux vacances suivantes:

Deux semaines jusqu'à la quatrième année de service inclusivement; trois semaines après l'expiration de l'année civile dans laquelle l'agent a accompli sa quatrième année de service ou atteint l'âge de 35 ans;

quatre semaines après l'expiration de l'année civile où l'intéressé a accompli 25 ans de service ou atteint l'âge de 50 ans.

Pour les fonctionnaires et employés des foyers d'éducation entretenus ou subventionnés par l'Etat, ainsi que pour le directeur et le corps enseignant de l'Ecole de thérapeutique vocale de Münchenbuchsee, ce sont les dispositions de l'art. 26 de l'ordonnance du 6 avril 1934 concernant les foyers d'éducation entretenus ou subventionnés par l'Etat qui font règle. »

« Art. 15. Le reste du personnel de l'administration centrale et de l'administration des districts, des établissements de l'Etat et des autres services cantonaux, à l'exception du Corps de police et

sous réserve des dispositions de l'art. 18 de la présente ordonnance,  
a droit aux vacances suivantes:

16 juin  
1947

6 jours ouvrables jusqu'à la quatrième année de service inclu-  
sivement;

12 jours ouvrables après l'expiration de l'année civile dans laquelle  
l'agent a accompli sa quatrième année de service;

18 jours ouvrables après l'expiration de l'année civile où l'intéressé  
a accompli sa 25<sup>me</sup> année de service ou atteint l'âge de 50 ans.

Le personnel travaillant surtout dans des locaux fermés et qui  
ne bénéficie pas encore de 18 jours ouvrables de vacances, a droit  
à 6 jours supplémentaires par an. »

Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Berne, 16 juin 1947.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,  
*Feldmann*

Le chancelier p. s.,  
*Hubert*